

CIBLE

EUROPE

Se souvient-on de l'évocation enthousiaste qui était faite, il y a quelques années, de l'entrée dans le « Marché unique européen » ? La prospérité générale était au bout du chemin. Puis l'histoire s'est remise en marche, alors que l'idéologie du marché supposait qu'elle soit annulée. Et les peuples se sont inquiétés de la mystique fusionnelle qui accompagnait les calculs des bureaucraties.

Qu'il soit exprimé de manière tranquillement positive ou vécu sur le mode du repli et de l'agression envers autrui, le souci de la nation est aujourd'hui prédominant. Les États n'en ont point d'autres - même si certains responsables politiques font semblant de croire à une évolution supranationale.

Peu de semaines après le référendum sur Maastricht, l'Europe des Douze est apparue à nouveau telle qu'elle ne peut manquer d'être : un espace de coexistence des nations, un lieu où se tissent des compromis entre nations, une association variable pour des coopérations variées.

C'est ainsi. Cela pourrait être mieux, ou pis. Mais pour que l'Europe forme un ensemble plus solide qu'aujourd'hui, il faudra qu'elle s'appuie sur ses fondations nationales sans lesquelles elle ne pourrait exister.

SOCIALISTES

Naufrageurs et naufragés



Somalie

**Pour y
faire quoi ?**

(p. 5)

Entretien

**André
Grjebine**

(p. 6/7)

M2242 - 591 - 15,00 F



Y a-t-il un téléspectateur devant l'écran ?

La suppression de *Caractères*, l'émission littéraire de Bernard Rapp, a relancé le sempiternel débat sur la culture à la télévision. Comme le sympathique animateur a été replacé dans la grille du dimanche, la polémique est retombée. Heureusement, car les preux chevaliers de la défense de la culture avaient oublié tout le mal qu'ils avaient dit au temps d'*Apostrophes* sur les aspects pervers des rapports entre littérature et télévision : l'auteur qui joue son livre sur son talent d'acteur, l'impérialisme pivottiste sur le commerce de la chose littéraire qui, en outre, était parfois conçue - la signataire de ces lignes peut en témoigner - « pour-passer-chez-pivot ».

Ce débat est certes intéressant mais il repose sur plusieurs hypothèses, de même que le critère du taux d'écoute qui a permis de le trancher. Avant de parler de la demande du public, de ses centres d'intérêt et de ses désaffections, il faut en effet supposer que les téléspectateurs :

- 1- regardent la télévision lorsqu'elle est allumée ;
- 2- s'intéressent à ce qu'ils regardent ;
- 3- s'y intéressent de manière constante.

Ce sont là de fausses évidences. Il est en effet permis de supposer, à partir d'expériences vécues et de

Et si le terrible Audimat n'était qu'une illusion ? Car, après tout, qu'est-ce que regarder la télévision ?



situations observées, que le téléspectateur n'a pas le même comportement que le spectateur-en-salle. Contrairement au sujet placé dans un fauteuil, dans une salle noire, au fond de laquelle se trouve une scène ou une toile lumineuses, le téléspectateur est chez lui, dans une pièce éclairée, souvent en famille ou avec un proche. Cela signifie que la télévision est une toile de fond devant laquelle s'accomplissent les relations humaines et sociales traditionnelles : on dîne, on bavarde, on s'engueule, on fait l'amour, on dort par intermittence, et on débarrasse la table au moment de la publicité...

Par conséquent, il est également permis de supposer que les sondés à domicile ont les mêmes comportements ; s'ils s'astreignent à une

attention constante, ils ne sont pas représentatifs, s'ils sont inattentifs, la mesure de l'audience des émissions est faiblement significative. Quels que soient les raffinements prévus (notamment l'appareil qui compte les personnes effectivement présentes devant le poste) l'Audimat demeurera une illusion puisque jamais un appareil ne pourra détecter les comportements effectifs et l'attention réelle du public ainsi décompté. Ainsi, les stratégies de communication, les grilles et les ventes d'espaces publicitaires reposent pour partie sur du vide.

Ces remarques rapides montrent que les responsables des chaînes naviguent dans le brouillard puisque le public semble accorder au petit écran une importance toute relative.

Si tel est le cas, les téléspectateurs rejoindraient spontanément l'analyse de Daniel Sibony, selon laquelle il n'y a rien à attendre de la télévision : ni légitimation, ni vérité... et si peu d'informations ! On peut sans aucun doute écouter à la télévision une autorité légitime, entendre une parole vraie, trouver un livre important, découvrir une oeuvre remarquable. Mais cela signifie simplement que la télévision montre aussi cette autorité, ce livre, cette oeuvre - dans la mesure où ces productions peuvent être mises en images. Rien de moins, rien de plus. La télévision se regarde dans le miroir qu'elle se tend, en oubliant qu'elle est elle-même un miroir grossissant et déformant. Jeux à l'infini, qui se perdent dans la semi-indifférence d'un public que l'on croit captivé mais qui est libre - donc déconcertant.

La vérité de la télévision, c'est que son public s'en fiche à moitié. La preuve, c'est qu'elle multiplie les fausses provocations et les vraies obscénités (les « reality shows ») pour attirer l'attention. La cause est à mon avis désespérée : devant l'écran allumé, on fera la moitié du temps tout autre chose que de la regarder.

Annette DELRANCK

(1) cf. Daniel Sibony : *Entre dire et faire, penser la technique.*

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Y a-t-il un téléspectateur devant l'écran ? - p.3 : A quand le bout du tunnel ? - p.4 : « Nein » au-dessus d'un nid de coucou - p.5 : De Mogadiscio à Sarajevo - p.6/7 : Entretien avec André Gribine - p.8 : Françoise et ses intimes - p.9 : Le moment « stalinien » des intellectuels français - p.10 : Une certaine idée de la tradition - Une femme chinoise - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Paysages de campagne.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. part. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

A quand le bout du tunnel ?

Si l'écologie est une préoccupation légitime qui doit empêcher d'agir n'importe comment et imposer la réparation des outrages inhérents à une société industrielle, l'écologisme en est parfois une perversion extrémiste. L'affaire du tunnel du Somport en est l'illustration.



La vallée d'Aspe au coeur de la polémique sur le tunnel.

bées économiques pour la vallée. Sans doute, ces retombées ne seraient pas gigantesques, mais seraient-elles si dérisoires alors que la MJC d'Etsaut est une des plus grosses entreprises d'emploi de cette vallée si ce n'est la première ?

On ne peut pas légitimement remettre en question les échanges européens, l'aménagement du territoire, le désenclavement du Béarn. On ne peut à la fois prêcher pour l'Europe, la décentralisation, la vie en milieu rural et montagnard, et refuser les infrastructures modernes nécessitées par ces projets.

L'Aquitaine ne doit pas se résumer à Bordeaux. Pau s'est donnée des moyens ambitieux pour être cette métropole d'équilibre indispensable à la Région. Ses cartes, maîtresses ou secondaires, sont l'aéroport, le TGV, l'autoroute ouest-est, le Palais des Sports, l'Université, la FNAC et le Zénith.

Après avoir détenu le record du monde de lenteur avec la construc-

tion de 100 km d'autoroute en vingt ans, entre Bayonne et Pau, les Béarnais seront-ils à nouveau ridicules ? Ils doivent faire respecter les accords signés avec l'Espagne.

Oui, il faut ce tunnel du Somport aboutissant à une route élargie à trois voies par endroits. Oui, il faut une voie rapide Oloron-Pau. Oui, il

faut l'autoroute Pau-Bordeaux désenclavant aussi le Gers, les Landes, Tarbes et Lourdes. Oui, il faut la réouverture de la voie SNCF Pau-Canfranc, et celle-ci ne sera qu'entraînée par le trafic du tunnel et non par des projets à cent lieues des réalités institutionnelles et étatiques.

Il faut donc féliciter André Labarère, député-maire de Pau, de la décision qu'il a prise : en se mettant en congé du Parti Socialiste il privilégie ses idées et son projet politique, se dispensant de calculs électoralistes minables. Le gouvernement ne s'était pas honoré en rappelant Soisson, il se déconsidère dans sa retape aux voix écologistes, en ne faisant pas appel de la décision du Tribunal administratif. Ces attitudes font, au moins, autant de mal que les « affaires ».

Renforcés de nombreux élus locaux espagnols, les Béarnais, eux, ont manifesté massivement à Pau le 12 décembre. Ce fut, aussi, l'expression de leur droit de réponse, toujours refusé par la télévision publique, France 2.

Jean-Jacques BOISSEROLLE

(1) La figure emblématique et médiatique du combat écologiste, Eric Petetin, se fait appeler l'Indien.

(2) Contrats Emplois Solidarité : contrats à durée déterminée à mi-temps, rémunérés 2.460 F net.

Le dernier livre de Bertrand Renouvin :

« L'amour discret de la patrie »

Ni livre-programme, ni dissertation savante, le dernier essai de Bertrand Renouvin est plutôt une sorte de conversation tantôt vive, tantôt ironique sur des sujets qui sont d'une brûlante actualité.

C'est aussi un appel à tous ceux qui éprouvent un amour discret de la patrie à se mobiliser pour « sauver la politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

« Nein » au-dessus d'un nid de coucous

Contrairement à la principauté du Liechtenstein (1), en Suisse, au pays de Guillaume Tell, l'EEE est une pomme de discorde.

5 0,3% des Helvètes ont rejeté l'adhésion de leur pays à l'EEE (2), dont il faut convenir que le sigle ressemble plus à un bégaiement qu'à un traité, sensé rassembler dans un marché unique les douze de la CEE et les sept de l'AELE (3). La participation a été forte : 78,3% des inscrits. 1.786.121 citoyens ont dit *non* ; ils sont 23.105 de plus que les partisans du *oui*, et majoritaires dans 18 cantons et demi-cantons (4) sur 26.

René Felber, Président de la Confédération, a bien résumé les deux aspects de la situation : « Nous avons assisté à une rupture grave entre les autorités et les principales associations économiques, d'une part, et le peuple et les cantons d'autre part. Le clivage entre les cantons romands et, à quelques heureuses exceptions près, le reste de la Suisse, est un réel sujet de préoccupations ». On retrouve en effet, la même séparation constatée dans les autres pays qui ont eu à se prononcer par référendum entre, d'un côté, syndicats, patronat, principaux partis politiques et, de l'autre, la sensibilité populaire exprimée par le suffrage. Les pays d'Europe occidentale ont au moins en commun cette coupure entre les prétendues « élites » et le peuple qui doute, face à une organisation économique libérale et matérialiste chaque jour plus absurde, contradictoire, dévastatrice. Pascal Garcin, dans l'éditorial du *Journal de Genève* (5), écrivait : « La Suisse ne sait pas où elle va. Et la gestion de cette incertitude va constituer un très lourd handicap... ».

Le second aspect évoqué par René Felber est sans doute plus grave encore. Certes, le clivage entre latins et alémaniques comportent deux exceptions : - les deux demi-can-

tons de Bâle-ville et Bâle-campagne, où le *oui* l'emporte avec, respectivement, 55,5% et 53,2% des suffrages : l'influence rhénane, les liens avec l'Alsace et le Bade-Wurtemberg, une puissante industrie - notamment pharmaceutique - dont le champ d'action est mondial, expliquent cette « originalité » bâloise ;

- le Tessin italoophone qui, avec 61,5% des votes a rejeté l'adhésion. Ce canton, géographiquement et culturellement tourné vers l'Italie est la « Côte d'Azur » des riches suisses alémaniques lesquels tiennent l'économie. De plus, le Tessin, où la langue de Dante recule sous la pression germanique, a sous les yeux une péninsule - adhérente de la CEE - où règne la division, le désordre, la corruption, l'absence d'État régulateur. Ce n'est guère attirant. Par ailleurs, la très nationaliste ligue des Tessinois, proche des ligues lombardes, avait prôné le *non*.

Il n'en reste pas moins que la fracture saute aux yeux. Tous les cantons romands ont voté *oui*, Neuchâtel se distinguant avec 80% d'approbation ; alors que dans les cantons alémaniques, le *non* l'emporte largement, principalement dans les cantons « primitifs » où le *non* frôle les 75%. Certes, il faut affiner l'observation : en Suisse Alémanique, un décalage existe entre certaines villes et la campagne. Berne, Lucerne, Zurich (mais non leur canton) ont approuvé de peu l'initiative. Mais le plus grave c'est que, globalement, la ligne de partage passe - mises à part les exceptions signalées - très exactement par la « frontière » linguistique.

Dans le Valais, la haute vallée du Rhône, germanophone à répondeur *non* alors que le Bas-Valais, francophone, a approuvé. Même partage à

Fribourg entre la région romande située à l'ouest de la Sarine et la région alémanique, à l'Est. A Berne, le Jura Bernois (districts francophones protestants qui ont refusé de se joindre à la « sécession » du Jura catholique) a voté *oui* ; le reste du canton, *non*. Certes ces différences de sensibilité entre Romands et Alémaniques sont souvent apparues lors des votations fédérales, notamment sur les initiatives xénophobes (d'ailleurs rejetées) et en particulier celle de Schwarzenbach en 1970. Mais jamais ce qu'il faut bien aujourd'hui appeler la cassure n'avait été aussi nette.

Force est de constater que, d'une part, la Suisse est aujourd'hui divisée et que, d'autre part, le « modèle » communautaire n'attire plus. Le chef de file des adversaires de l'EEE, Christoph Blocher, déclarait dès la fin du scrutin : « Ce n'est pas en s'alliant à des pays rencontrant de plus grandes difficultés que nous trouverons des solutions à nos problèmes ».

Tout cela fait litière d'un argument répété à l'envi, à savoir que la Suisse Confédérale pouvait servir d'exemple à la construction européenne. Outre que, pour qui connaît l'histoire de notre voisin helvétique, un tel argument constitue une stupidité, cette affirmation tombe aujourd'hui à l'eau. Mais, rassurez-vous, « il n'y a pas le feu au lac ».

Alain SOLARI

(1) Qui vient de voter, à près de 56%, son adhésion à l'EEE, alors qu'elle est étroitement associée, notamment sur les plans monétaire et douanier, à la Confédération Helvétique.

(2) Espace Economique Européen.

(3) Association Européenne de Libre-Echange.

(4) Bâle, Appenzell et Unterwald sont, pour des raisons historiques, séparés en deux demi-cantons.

(5) Lundi 7 décembre 1972.

(6) Schwytz, Uri et Unterwald, noyau autour duquel la Confédération s'est progressivement constituée.

De Mogadiscio à Sarajevo

Au-delà de la progression du droit d'ingérence humanitaire, c'est une analyse stratégique régionale qui sous-tend l'opération « rendre l'espoir ». De ce fait, les conclusions ne sont pas forcément les mêmes pour une intervention en Bosnie.



le rappellent aujourd'hui en Somalie comme hier au Koweït.

Leur hégémonie s'étend en d'autres termes entre Iran et Soudan. L'alliance objective de ces deux États puise ici son fondement stratégique. Les démarches du secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique à Khartoum ont été bien comprises (2). Dernière marche de l'empire ottoman, la Corne de l'Afrique fut, aussitôt l'échec égyptien, embrasée par l'explosion intégriste du « mahdisme » qui durera près de dix ans (1881-1889) avant que les puissances occidentales ne se partagent les territoires. Un échec en Somalie ne permettrait-il pas à Khartoum d'embraser à nouveau toute la Corne y compris l'Éthiopie du sud frontalière du Soudan, majoritaire mais marginalisée, comme un succès ne manquerait pas d'asphyxier l'influence des islamistes de Hassan Tourabi ? De même que l'opération « Tempête du désert » annihilait les prétentions iraniennes en même temps que

l'aventurisme de Saddam Hussein.

Au passage, et pour ce qui nous concerne, on sait que la course au Soudan en cette fin du XIX^e siècle reste marquée pour nous par l'humiliation de Fachoda que nous ne pouvons pas ne pas rappeler en toile de fond de l'actuel partage des forces dans l'opération « Rendre l'espoir », avec Djibouti « neutralisé » entre deux territoires sous influence américaine.

Ces rappels historiques valent encore pour la Bosnie dont l'annexion par l'Autriche date de la même année 1878. Alors que les Ottomans butaient dans leur dernière offensive en Afrique orientale, il y avait déjà deux siècles qu'ils reculaient en Europe centrale et dans les Balkans. Le parallèle n'a pas échappé aux historiens musulmans ni à la Conférence extraordinaire de l'Organisation Islamique (OCI) réunie sur le sujet à Djeddah au début de décembre. Celle-ci, qui n'avait pas levé le petit doigt pour les Somaliens, s'enflammait pour les

Bosniaques et les Albanais. L'*Umma* musulmane a accepté sans mot dire l'opération « Rendre l'espoir » comme elle avait dans sa majorité acquiescé à « Tempête sur le désert », parce que, dès qu'il s'agit d'un conflit inter-islamique, les protagonistes divisés sont impuissants ; à l'inverse de ce qui se passe quand le conflit se situe sur une zone de fracture entre Islam et Occident comme dans les Balkans ou au Caucase.

C'est la raison profonde pour laquelle une opération multinationale serait d'une nature totalement différente en Bosnie. L'autre raison est que dans les Balkans comme au Caucase, le « protecteur » naturel des musulmans est la Turquie, État doué de raison qui ne se compare pas avec le pouvoir incertain de Khartoum ou le régime de Téhéran.

Ce n'est donc pas seulement l'importance des risques encourus et le nombre de forces à engager qui fait hésiter devant une intervention en Bosnie, au Sandjak, au Kosovo ou en Macédoine, ni le caractère « unique », « exceptionnel » et « extraordinaire » du drame humanitaire en Somalie (selon les termes de la résolution 794 des Nations Unies) qui a déclenché « Rendre l'espoir », mais bien comme toujours des considérations stratégiques. Contrairement aux apparences, et à la surprise de la plupart des commentateurs américains eux-mêmes, les intérêts américains ne sont pas « bien plus importants » en Bosnie qu'en Somalie. C'est même sans doute l'inverse, et Bush ne s'y est pas trompé. Reste à savoir s'il en va de même pour l'Europe, ce qui est un autre débat.

Yves LA MARCK

(1) Le Khédive est le successeur de Méhémet-Ali, d'origine albanaise ; le gouvernement et l'armée au XIX^e siècle en Égypte est essentiellement le fait d'Albanais et autres minorités de l'empire ottoman.

(2) Symptomatique à cet égard, la reprise du vieux contentieux frontalier soudano-égyptien d'Halaïb sur la mer Rouge, qui jouxte la seule portion de la côte entre le canal de Suez et le canal de Mozambique qui ne soit pas sous influence américaine (Port-Soudan).

André Grjebine

Les conditions de la croissance

● **Royaliste** : Quelles réflexions vous inspirent la crise que traverse depuis la mi-septembre 1992, le Système monétaire européen (SME) ?

André GRJEBINE : Cette crise révèle que les indicateurs de convergence adoptés dans le cadre des accords de Maastricht sont inadéquats. Ces indicateurs, au nombre de quatre (la stabilité monétaire, l'ampleur des déficits budgétaires, les taux d'intérêt à long terme et le taux d'inflation), ne sont pas à eux seuls significatifs de l'état de santé économique d'un pays. Si l'on tenait absolument à prendre en compte ces critères qui sont uniquement d'ordre monétaire, il eut été plus judicieux d'y adjoindre le taux de chômage et le taux de croissance. Peut-on considérer comme identique les situations de deux pays dont l'un aurait 3% d'inflation et 5% de chômeurs et l'autre 3% d'inflation et 15% de chômeurs ?

Vous savez que les économistes parlent depuis longtemps d'un taux naturel de chômage, lequel, dans un pays donné, est supposé être incompressible à court terme. De la même manière, on peut dire qu'il existe un taux naturel d'inflation au-dessous duquel il est très difficile de descendre sans le payer très cher en termes d'emplois et de croissance. En France, depuis 1986, l'indice des prix à la consommation oscille autour de 3%, quel que soit le taux de croissance. On peut en conclure que notre taux naturel d'inflation, compte tenu de nos structures économiques et sociales se situe autour de 3% et qu'on ne peut le réduire qu'au prix d'une politique récessionniste dont les effets ne peuvent être que désastreux. Il y a d'autres pays, comme l'Italie, où le taux naturel d'inflation, à cause de l'absence de consensus social est plus élevé, de l'ordre de 5 ou 6%. En Allemagne, il est de 2% si l'on considère comme une exception la période qui s'est ouverte avec la réunification. On peut, bien entendu,

réduire ce taux naturel en introduisant des réformes sociales, mais les effets ne se feront sentir qu'à long terme.

Les opérateurs sur les marchés financiers, consciemment ou non, sont sensibles à ce genre de distinction. Ils ne peuvent avoir confiance dans la monnaie d'un pays qui affiche un taux de chômage de 10 ou 11%. Sinon, en septembre dernier, c'est contre le Deutschmark et en faveur du Franc qu'ils auraient spéculé. S'il n'en a rien été c'est parce qu'ils pensent, confusément, que la politique de rigueur menée en France ne peut pas l'être éternellement. Leur suspicion à l'égard du franc répond à une logique.

● **Royaliste** : Maintenant que, grâce à la politique de désinflation compétitive, nous sommes parvenus à un assainissement de notre économie, peut-on espérer en un redémarrage ?

André GRJEBINE : En fait, le problème est de savoir si, sur le long terme, une politique de désinflation compétitive peut entraîner un assainissement réel de l'économie ou si, au contraire, elle ne laisse pas des traces profondes et durablement nocives sur l'emploi et la croissance. On constate généralement que, lorsque la croissance baisse, le chômage augmente et que, lorsque la croissance s'accélère, le chômage diminue mais dans une moindre proportion. Pour résumer cela on peut dire qu'il est plus facile de créer des chômeurs que d'en supprimer. On peut avancer plusieurs raisons, mais je pense que la raison fondamentale tient dans la difficulté pour un chômeur de longue durée, catégorie qui représente un tiers des demandeurs d'emplois, aujourd'hui, en France, de retrouver du travail. En cas de relance de l'économie, les entreprises auront plutôt tendance à embaucher des personnes qui viennent d'être licenciées. Quelqu'un qui est au chômage depuis plus d'un an tend à être un exclu et la

possibilité qu'il a de retrouver un emploi diminue avec le temps.

A son tour, cette exclusion a des effets destructeurs sur le tissu social que révèlent la montée du vote d'extrême droite, l'absentéisme, l'inquiétude de la société. Cela représente un coût économique non négligeable. Quand on a dépassé le million de chômeurs tout le monde s'attendait à des émeutes. Il n'en a rien été. Puis on a passé le cap des deux millions et, aujourd'hui, on atteint trois millions sans que rien de semblable ne se produise. Mais, en réalité, le malaise social qui se manifeste par la criminalité, les tensions dans les banlieues, ... est lié

à l'importance du chômage. Cela est d'autant plus grave qu'il s'agit d'un phénomène partiellement irréversible.

Par ailleurs, la désinflation compétitive a des répercussions néfastes sur le tissu industriel. Quand, dans une période d'assainissement, on accule des entreprises à la faillite, cela crée des trous dans le tissu industriel qu'il est très difficile, voire impossible, de combler lorsque l'économie redémarre. D'autant que la croissance, dans ce cas, est difficile à mettre en oeuvre sans un important déficit extérieur. Tout simplement parce qu'un sous investissement de plusieurs années pro-

voque un vieillissement de l'appareil productif et un manque de compétitivité par la suite.

● **Royaliste** : Dans un récent article du Figaro (1), en écrivant qu'il « est urgent de distendre provisoirement les liens trop rigides entre le mark et les autres monnaies européennes, dont le franc », vous prenez à contre-pied l'ensemble de la classe politique et des observateurs qui pensent, au contraire, qu'il faut arrimer plus solidement le franc au mark.

André GRJEBINE : Je crois qu'on ne peut pas attendre éternellement que l'Allemagne et le Japon fassent preuve de bonne volonté et relancent leur économie respective. Il faut partir de la réalité qu'on observe et se dire qu'après tout, aujourd'hui, au sein du SME, c'est l'Allemagne qui diverge. Une fois cette constatation faite, trois solutions peuvent être envisagées.

La première consisterait, comme le propose Philippe Séguin et Charles Pasqua, à réévaluer le mark. Encore faudrait-il que les Allemands acceptent et surtout que, dans cette hypothèse, les Français ne suivent pas. La deuxième possibilité, avancée, en Italie, par Carlo De Benedetti, P-DG d'Olivetti, et, en France, par Emmanuel Borge, serait de mettre, provisoirement, le mark en suspend du SME. Ainsi, tant que les effets de la réunification se feraient sentir, on ferait un SME sans l'Allemagne. Il n'est pas sûr que nos autres partenaires européens y soient favorables. Reste la troisième solution qui reviendrait à faire comme les Anglais le font avec la livre depuis le mois de septembre, à sortir le franc du SME pour se donner une marge de manoeuvre. Il faut être réaliste : on ne peut pas multiplier les contraintes sur l'économie et s'étonner que le chômage ne cesse d'augmenter avec tous les effets que cela induit et que nous avons analysé tout à l'heure.

● **Royaliste** : Dans cette perspective, quel peut être l'avenir du SME ?

André GRJEBINE : Dans sa forme actuelle, il va à l'encontre de l'effet recherché. Il se trouve que les pays qui composent la Communauté européenne ont des structures économiques et sociales différentes. On peut le déplorer, mais c'est un fait. Et tant qu'il en sera ainsi, leurs monnaies ne pourront pas avoir des taux de change immuablement fixes. Je serais favorable à un système de change ajustable dans lequel l'ajustement s'effectuerait régulièrement en fonction de l'évolution économique, quitte à développer une monnaie européenne parallèle.

● **Royaliste** : Quittons le domaine monétaire pour aborder un sujet dont on parle de plus en plus : le partage du temps de travail. Pensez-vous que l'adoption de mesures allant dans ce sens permettra de diminuer sensiblement le chômage ?

André GRJEBINE : Non. Je crois qu'il faut développer le travail à temps partiel parce qu'il n'y a pas de raisons d'obliger des gens qui veulent travailler 20 ou 25 heures, à travailler 39 heures. Mais je ne pense qu'il puisse s'agir là d'un remède fondamental contre le chômage. Il existe deux manières de lutter contre le chômage. Il faut, tout d'abord, avoir une forte croissance, et, ensuite, développer les efforts de formation et d'adaptation de la main d'oeuvre.

Le choix adopté par les différents gouvernements français qui a consisté, au lieu de lutter contre le chômage, à rendre la situation matérielle du demandeur d'emploi la plus vivable possible n'est pas judicieux à long terme car il contribue à distendre les liens entre le travail et le revenu. On observe, par exemple, que dans la tranche d'âge des hommes de 55 à 64 ans, la moitié ne travaille plus parce qu'ils sont en pré-retraite, notamment. Cela est

inquiétant, surtout si on le relie à un autre phénomène selon lequel la population employée, toutes tranches d'âge confondues, tend à diminuer. Les rentiers qui, il y a quelques années, avaient disparu, refont surface. La part des revenus liés au travail s'amenuise. En haut de l'échelle sociale, ce sont les revenus résultant de SICAV monétaires et autres placements de ce genre qui prennent de plus en plus d'importance; en bas de l'échelle sociale, ce sont les titulaires du RMI ou de l'allocation chômage qui deviennent de plus en plus nombreux. Ainsi grâce à la politique suivie, le Pinay des rentes et le Coluche des Restaurants du coeur se rejoignent. Il est quand même paradoxal, alors que les pays de l'Est cherchent à adopter l'économie de marché, que les occidentaux tendent à s'en éloigner. Car d'une certaine manière ce qui caractérise l'économie de marché c'est essentiellement de recevoir un revenu de son travail.

D'autant plus que la France est un des pays où les indemnités de chômage sont les plus longues et les plus élevées. L'expérience montre que les personnes licenciées pour des raisons économiques sont exigeantes et pas toujours très actives dans la recherche d'un emploi au début de leur période de chômage. En revanche, lorsqu'ils arrivent en fin de droit, ils sont de plus en plus actifs et moins exigeants. Mais plus ils tardent moins ils sont en adéquation avec le marché du travail, ils perdent l'habitude du travail et s'ils ne trouvent pas rapidement un emploi ils risquent de passer du chômage à l'exclusion. Ce danger très sérieux n'existe pas dans les pays où les indemnités de chômage sont de plus courte durée et où l'accent est davantage mis sur les politiques de recyclage.

Pour résoudre le problème du chômage, il ne suffit pas non plus de mener des politiques keynésiennes au sens strict ; le temps où l'on embauchait des chômeurs pour creuser des trous puis pour les reboucher est révolu. J'espère que la politique de relance que Bill Clinton a en vue contribuera à favoriser autant l'offre que la demande en développant la formation de la main d'oeuvre et en adoptant des mesures destinées à muscler l'économie pour la rendre plus compétitive. Je crois que c'est cela l'avenir.

Propos recueilli par
Patrice LE ROUË

(1) Le Figaro-économique du 4 décembre 1992.

Faut-il se réjouir des brillants résultats obtenus par le gouvernement français en matière de lutte contre l'inflation et de la relative bonne tenue du franc sur les marchés financiers ? Le taux de chômage ainsi que la croissance du PIB qui sera probablement nulle, en 1992, ne doivent-ils pas plutôt nous inciter à rompre avec la politique de désinflation compétitive et à sortir le franc du SME ? Sur toutes ces questions, intimement liées les unes aux autres, nous faisons le point avec André Grjebine, économiste au CERI.

EN QUELQUES MOTS

■ **SOLIDARITÉ** : Au cours de son bref passage à Paris, où elle était venue recevoir des mains de la princesse Chantal de France les bénéfices de la conférence prononcée en novembre par la comtesse de Paris, la princesse héritière Katherine de Yougoslavie a profité de la présence des journalistes dans le salon mis à sa disposition par l'Hôtel Crillon pour évoquer la situation dramatique des orphelins, des enfants, des personnes âgées, victimes de la guerre qui ravage l'ancienne Yougoslavie. De retour d'une visite des camps de réfugiés, des hôpitaux et des orphelinats, l'épouse du prince héritier Alexandre Karageorgévitch de Yougoslavie a lancé un vibrant appel à l'aide d'urgence en faveur de son association « *S.O.S. Yougoslavie* » qui distribue à travers les organismes internationaux les produits de première nécessité et notamment des couvertures, des pansements, du lait... Les coordonnées de « *S.O.S. Yougoslavie* » sont les suivantes : 36 Park Lane, London W1Y3LE, Grande-Bretagne. (Tel: 19/44/71/493 3715; Fax: 19/44/71/495 2889).

■ **COMTESSE DE PARIS** : A l'occasion du 150^e anniversaire de la visite à Eu de la reine Victoria d'Angleterre, la municipalité a entrepris la restauration de la roseraie du château plantée sous le règne du roi Louis-Philippe, et qui avait fait les délices de la souveraine britannique. Dans une lettre adressée à tous les Amis du Musée Louis-Philippe, association dont la comtesse de Paris est présidente, la Princesse lance un appel à une souscription de 60 francs par rosier. Les chèques sont à libeller à l'ordre des Amis du Musée Louis-Philippe - Roseraie, 76260 Eu.

■ **LANGUES** : L'Edit de Villers-Cotterêts signé en 1539 par François 1^{er}, que nous évoquons récemment dans notre plaidoyer « *Pour les langues de France* » aura, décidément, de fructueuses conséquences : voilà que quatre siècles et demi plus tard, cette petite ville de l'Aisne devient un haut lieu du multilinguisme européen. En effet, un lycée d'avant-garde vient d'y ouvrir ses portes à 630 jeunes issus de tous les pays de la Communauté qui trouveront bientôt les matières enseignées dans les différentes langues, et leur baccalauréat sanctionné d'une mention spéciale. Le nom de l'établissement n'a pas été communiqué à la presse. Et pourquoi pas « *Lycée François 1^{er}* » ?

■ **HONNEURS** : Jean-Luc Marion, que la N.A.R. recevait le mercredi 18 novembre dernier, vient de se voir décerner par l'Académie française son Grand Prix de Philosophie. Jean-Luc Marion, qui traitait lumineusement devant nos amis de « *la mort de la mort du sujet* », est l'auteur, entre autres, de plusieurs ouvrages décisifs sur Descartes et collaborateur régulier de la revue *Communio*.

Françoise et ses intimes...

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la grande presse, vous le trouverez chez Françoise Berger.

La presse informe sur ce qui intéresse les journalistes, et non sur ce qui se passe dans le monde, dit à peu près le sociologue Pierre Bourdieu. Mais la presse n'informe pas sur elle-même, ou si peu : discrétion sur les financements (sauf au *Monde*), silence sur les crises internes, gêne lorsque, hors du circuit des histoires distanciées et des essais complaisants, paraît un livre

ne s'agit ni d'une thèse, ni de la défense masquée d'intérêts catégoriels. La preuve ? Ce qui est dit, décrit, expliqué tout au long de cette histoire de la presse parisienne depuis 1981.

Tous y passent, les vivants et les morts, les quotidiens et les hebdomadaires. Tout y passe, les conflits politiques, les rivalités de personnes, les affaires de gros sous. Et nul n'échappe au regard aigu et à la

célébrant la société de communication, leurs patrons sont saisis par la folie des grandeurs, commettent des erreurs monstrueuses, conduisent des journaux à la mort (*le Matin de Paris*) et les font entrer dans une longue agonie (*France Soir*). Et puis, il y a les conflits pour le pouvoir - les guerres de succession qui secouent *Le Monde* après le départ de Jacques Fauvet donnant l'exemple terrifiant de tout ce qu'il faut à tout prix éviter. Ah ! *Le Monde*, son air sage, sa moralité sourcilieuse, ses leçons de démocratie... J'allais oublier son extrême pudeur, qui lui fait reporter de semaine en semaine la critique du livre qui le révèle tel qu'il est.

Et puis il y a la comédie humaine, les jalousies, les haines recuites, les trahisons - celle de Franz-Olivier Giesbert, qui passa du *Nouvel Observateur* au *Figaro*, étant un modèle de cynisme... Ne croyez pas, cependant, que ces « Journaux intimes » (1) soient à inscrire dans la catégorie des « constats lucides, amers et désabusés ». Il s'agit au contraire d'un livre salubre, tonique, qui rappelle, à travers l'évocation de quelques grandes enquêtes (Greenpeace...) que la presse joue encore son rôle dans la démocratie. Encore ? Cela signifie que l'avenir est inquiétant. Parce que le métier se perd dans la logique du spectaculaire (Timisoara). Parce que la mauvaise gestion de la plupart des titres parisiens les a entraînés sur la voie du déclin. Parce que la conception brouillonne ou archaïque des journaux provoquent la désaffection du public.

Comme la classe politique qu'elle fustige chaque jour, le milieu journalistique n'échappe pas à l'usure et au discrédit. De toute sa verve et son talent, Françoise Berger appelle à une renaissance.

Sylvie FERNOY

(1) Françoise Berger - « *Journaux intimes, les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand* » - Robert Laffont, 1992 - Prix franco 138 F.



comme celui de Françoise Berger.

... Ou plutôt, lorsque paraît le livre de Françoise Berger. Car il n'y en n'a qu'un, à notre connaissance, qui ait cette liberté de ton et cette précision, hors de toute volonté de règlement de compte. L'auteur est une journaliste - à *Libération* - qui ne cache pas son amour du métier et de ceux qui le font. D'où la qualité de l'enquête, fondée sur une expérience certaine et menée grâce à d'innombrables entretiens - soigneusement recoupés - avec des confrères.

Au risque du corporatisme ou du copinage ? Non pas. Pour donner une leçon de morale à tous et à chacun ? Non plus. La force du livre de Françoise Berger, c'est qu'il

plume acide de l'auteur - pas même Serge July, son patron quelque peu mégalomane, qui a eu l'élégance de la réemployer. Les portraits des gloires de la presse sont d'une grande justesse et, donc, d'une réjouissante férocité. On croise Raymond Aron, toujours sensible à la flatterie, le vibronnaire Jean-François Kahn, Jimmy Goldsmith qui présida, s'en souvient-on, aux destinées de *L'Express*, et bien sûr Citizen Hersant dont Françoise Berger retrace l'histoire depuis la prime jeunesse.

Cette histoire est aussi celle des crises de la grande presse. Alors que, tout au long des années quatre-vingt, les journalistes dissertent sur les vertus du « management » et

IDÉES

Le moment « stalinien » des intellectuels français

Tony Judt a repris un dossier déjà bien constitué, en le renouvelant, non tant par des pièces qu'il aurait ajoutées, que par sa façon de mettre en relation et en perspective. Ce faisant il nous touche souvent là où ça brûle, parce que son détachement anglo-saxon le libère de certaines de nos convenances, de nos pudeurs et de nos tendances à l'autojustification. Et nous acceptons d'autant plus sa franchise redoutable qu'elle ignore la hargne, le règlement de compte franco-français et qu'elle nous donne le sentiment de progresser à la fois vers une meilleure intelligence de nous-mêmes et vers un dépassement de nos conflits. Le paradoxe de son livre pourrait bien être dans cette façon d'être plus durement lucide pour mieux pacifier. Mais pour le comprendre, il nous faut résumer sa démarche au plus court.

Sartre ? Nous savions que l'écrivain avait écrit nombre de sottises, proféré des « hénarmités » indignes de sa grande intelligence. Il n'en demeure pas moins un monument respectable et respecté. La stature du philosophe impressionne, même si les spécialistes de la phénoménologie sa résistance que l'on provoque le courroux. Judt dit, sans hésiter, qu'il la considère douteuse, ce qui explique une certaine attitude la guerre dotés de l'indépendance du jugement à l'égard de ceux qui avaient failli, les autres dont « la meilleure façon de se faire valoir consistait à retourner contre leurs ennemis toute la force d'une autorité morale et, qu'eux seuls s'étaient attribuée, et à ne jamais fléchir, si inconfortable et, au bout du compte, intenable que fût leur perchoir ». La suite démontre que cette flèche terrible est parfaitement ajustée. Mais ce n'est pas fini dans la série des démythifications.

On se souvient du tollé que provoqua le cardinal archevêque de Lyon lorsqu'il prononça le mot de connivence à propos des relations entre catholiques et communistes. Tony Judt reprend sans hésiter le chapitre que Michel Winock, historien bienveillant, a consacré à la période philocommuniste d'*Esprit*, en affirmant que c'est bien pire que ce que l'on croyait. Et de fait, lorsqu'on lit l'éditorial qu'Emmanuel Mounier consacra au fameux coup de Prague, on est saisi de stupeur : « *En Tchécoslovaquie le coup d'État marque un recul du capitalisme, l'accroissement du contrôle ouvrier, le début du partage des terres. Qu'il ne le fasse point avec le cérémonial d'une démarche diplomatique, qu'il n'exprime sans doute qu'une minorité, il n'y a pas là de quoi s'étonner ni mettre en cause spécialement le communisme : il n'est pas un régime au monde et dans l'histoire qui n'ait débuté par un coup de force, pas un progrès qui n'ait été déclenché par une minorité audacieuse contre la paresse instinctive du grand nombre* ».

Les limites de la tradition républicaine

Devant pareil texte, il ne suffit pas d'incriminer l'aveuglement de son auteur, il faut en analyser les motifs. Lorsque Bernard Henri Lévy mit violemment en cause Mounier dans *L'idéologie française* (Grasset 1981), il s'en prenait à la période d'avant-guerre et des premiers mois de Vichy, en ne projetant pas au-delà de la guerre, ce que fait Tony Judt en montrant que la génération qui succombe à la tentation prossoviétique après la Libération est justement celle qui avait vécu les incertitudes et les refus de la III^e République B.H.L. qui ne voit pas que la culture du doute et de la révolte des fameux non-conformistes dépasse très largement le groupe d'*Esprit* pour s'appliquer même au cas Sartre. Seuls les vieux militants du dreyfusisme restaient attachés à une certaine tradition républicaine dont aussi bien un Léon Blum qu'un Charles de Gaulle ont marqué les limites et les

défaillances.

En ce qui concerne Mounier, il faut tout de même admettre (et sur ce point je m'oppose aussi à Judt) que les incertitudes liées à la défaite et à une culture de la révolte débouchèrent sur l'engagement radical de Jean-Marie Domenach et de ses camarades dans la Résistance et qu'il devait bien y avoir là un effet non douteux du personnalisme chrétien. Reste qu'il y eut la suite que nous avons évoquée et que j'interpréterai en m'inspirant de Judt de la façon suivante. Avec le nazisme, le mal et l'horreur étaient immédiatement perceptibles. Avec le stalinisme ils ne le furent pas immédiatement parce que le communisme revendiquait quelques armes de la lumière et surtout parce qu'il incarnait ce quelque chose qui atteignait au cœur nos intellectuels, en les endurent dans leur « volonté d'ignorance ». Bien sûr, il y avait eu Stalingrad qui montrait, selon Simone de Beauvoir que « *les sacrifices du peuple russe avaient prouvé que dans ses dirigeants s'incarnaient sa propre volonté* », mais surtout il y avait cette volonté farouche de transformer l'engagement politique en quasi fanatisme, une certaine façon de considérer la politique selon le mode de l'utopie franchissant vite les bornes de la morale. Une citation de Pierre Emmanuel va peut-être trop loin pour dessiner la tendance, mais elle indique bien la direction : « *Nous sommes parfaitement capables de faire un culte national de l'horreur et de jouir sous le spasme des guillotines* ». Tony Judt incrimine une certaine fureur épuratoire, notamment des écrivains à l'égard des écrivains et rappelle l'évocation par Mounier de la Terreur de 1793, pour l'ériger en exemple. Au même moment, Mauriac en Saint François des Assises comme l'a dépeint Lacouture se bat pour l'indulgence au nom de la charité mais aussi d'une certaine idée de la justice. C'est peut-être aussi qu'il a une autre idée de la politique et qu'il ne croit pas que la violence révolutionnaire porte forcément au but l'espérance des travailleurs.

La responsabilité de la dérive

Pretenant de la distance avec les événements, Tony Judt rapporte cette démesure et cette déviance à une caractéristique fondamentale de la pensée française opposée par essence au libéralisme cultivé par les anglo-saxons. Plus que de l'analogie esquissée entre la situation de l'*Action française* avant guerre et celle du Parti communiste ensuite, qui me semble rapide et un peu superficielle, c'est dans la direction de la carence du point de vue des droits de notre pensée politique qu'il faut creuser. Ainsi pourrait-on se garder des équivoques graves d'un Sternhell et retrouver par ailleurs les analyses de Blandine Kriegel. Car il n'est pas que les non-conformistes ou les préfascistes français à porter la responsabilité de la dérive, il y a aussi cette république « incertaine » née justement dans les dérapages de la Terreur et fixant toujours le but insaisissable d'une cité radieuse en faisant l'impasse sur l'ordre juridique qui sauvegarde la sécurité et la liberté d'hommes qui ne sont pas seulement des citoyens liés à l'ambition prométhéenne d'un État. Tony Judt souligne la singulière faiblesse du libéralisme français qui défie précisément notre intérêt relatif pour les droits, l'autonomie et les limitations du pouvoir. Notre république s'est plus réclamée de la possession collective de la souveraineté que des libertés s'affirmant contre la collectivité. L'apparition récente d'un tout nouveau courant libéral (François Furet, Pierre Rosanvallon, Marcel Gauchet, Pierre Manent) ne convainc pas notre censeur que sa cause aurait gagné. Mais pour nous consoler, nous apprécierons tout le bien qu'il pense de François Mauriac, Jean Paulhan, Raymond Aron, Jacques Maritain et Georges Bernanos !

Gérard LECLERC

Tony Judt - « *Un passé imparfait : les intellectuels en France, 1944-1956* » Ed. Fayard - prix franco 178 F.

➤ Gérard Leclerc.



Une certaine idée de la tradition

L'orléanisme : l'union d'une famille et d'une pensée politique porteuse d'intuitions fécondes mais aussi vulnérable en raison de ses propres limites. Un « Que sais-je? », récemment paru, nous livre quelques repères. En attendant plus.

L'excellente étude d'Hervé Robert (1) nous rappelle d'abord que la monarchie est le système institutionnel que la France a pratiqué pendant un tiers du XIX^e siècle. 1792 ne marque pas la fin de l'histoire monarchique de la France. Il y a une monarchie avant, pendant et après la Révolution. Repenser la monarchie après le passage de la Révolution et de l'Empire, ce sera la grande affaire des Orléans. Ils ont compris que la Révolution, qu'ils ont pressentie et vécue en partie de l'intérieur, avait accouché d'un monde où plus rien ne serait comme avant. Le goût de la liberté et de l'égalité, la quête de nouveaux symboles ont transformé la scène et les enjeux de la politique française. Aussi, le projet orléaniste visera à actualiser la tradition multiséculaire de la monarchie dans la nouveauté et la modernité post-révolutionnaire. Dans ce projet, il y a une fidélité à des principes. Par exemple, le principe de la monarchie comme service, comme auxiliaire de la liberté. S'opposer à la branche aînée des Bourbons n'aura donc de sens que si celle-ci faillit à sa mission conciliatrice et libératrice. C'est la règle à laquelle se tiendront tous les princes d'Orléans à partir de Louis-Philippe.

Charles X chutera pour n'avoir pas suivi la voie réformatrice ouverte par ses frères. Mais il faudra aller chercher Louis-Philippe et le déclarer lieutenant général du Royaume sans le consulter pour qu'il vienne cueillir les fruits de la Révolution de Juillet. Preuve que le Duc d'Orléans n'avait qu'une idée lointaine de la prise du pouvoir. D'ailleurs, les Orléans n'arrivent-ils pas trop tôt sur le trône ? Certes, ils ont l'avantage de combiner stabilité et liberté, principe dynastique et fidélité aux

idées de 89, que salueront les intellectuels de l'époque, mais le pays est-il prêt à accepter ce mélange hybride dépourvu de la légitimité des Bourbons et resté à l'écart de la tradition républicaine ? L'orléanisme souffrira de l'étroitesse de sa base sociale (essentielle-ment les notables ruraux dont le déclin va commencer) et de sa myopie devant la question ouvrière (sa réflexion économique est confinée dans une indigente dogmatique libérale). Alors, les Orléans eux-mêmes sont-ils prêts ? Il aurait fallu plus d'audace en instaurant progressivement le suffrage universel, en redécouvrant la fonction tribunitienne de la royauté ce que permettait la réelle popularité des princes. Au lieu de cela, il y eut le repli sur soi, la confusion de l'ordre et du conservatisme, la peur de l'alternance alors que la Monarchie de Juillet avait réussi à mettre au point une excellente mécanique parlementaire.

Hervé Robert date la mort de l'orléanisme du jour où, un petit-fils de Louis-Philippe, Philippe VII, après avoir tenté de restaurer la monarchie en misant sur l'aventure patriotico-conservatrice du Général Boulanger, s'est rallié aux vieux principes légitimistes d'une monarchie chrétienne, symbole de l'alliance du trône et de l'autel, sous les applaudissements d'un certain Charles Maurras. Pourtant, la flamme orléaniste n'a-t-elle pas brillé à nouveau lorsque l'actuel Comte de Paris rompit avec l'Action Française, renouant ainsi avec le meilleur de sa tradition familiale ?

François VERRAZZANE
(1) Hervé Robert - « L'Orléanisme » - Coll. Que-sais-je ? aux P.U.F. - prix franco 50 F.

Une femme chinoise

Mieux qu'une fable, « Qiu Ju, une femme chinoise », le dernier film de Zhang Yimou, chef de file du nouveau cinéma chinois, est une véritable parabole.

Avec « *Epouses et concubines* », film qui l'a révélé au public occidental, l'an dernier, c'est à une découverte de la société chinoise pré-révolutionnaire que Zhang Yimou, nous conviait. Aujourd'hui, avec « *Qiu Ju, une femme chinoise* », film qui a obtenu le Lion d'or au festival cinématographique de Venise, c'est à une véritable immersion dans la Chine moderne qu'il nous invite.

Au cours d'une banale altercation avec le chef du village, le mari de Qiu Ju, reçoit un coup de pied « entre les jambes » avoue-t-il embarrassé, « là où c'est vital », poursuit-elle, caustique. S'estimant humiliée, Qiu Ju cherche à obtenir réparation. L'affront ayant été public, elle ne désire ni dédommagement en espèce sonnante et rébuchante, ni décision de justice absconse consignée dans un registre auquel personne n'a jamais accès, mais une déclaration publique du coupable reconnaissant ses torts.

Pour obtenir gain de cause, elle s'en remet aux autorités villageoises. Cela ne suffisant pas, elle entreprend auprès des instances judiciaires de la capitale régionale, les démarches destinées à la rétablir dans son droit. Malgré sa grossesse, elle parcourt le pays à pied, en autocar, à vélo. N'étant toujours pas satisfaite, elle fait appel à Pékin, auprès du tribunal du peuple. A chaque nouvelle étape elle se brouille avec de nouvelles personnes qui la désapprouvent, mais rien n'y fait. Enfin réconcilié par la naissance d'un fils, sauvé d'une mort certaine par... le chef du village, tout le monde se réunit pour fêter l'événement au moment où contre toute attente, le tribunal rend justice à Qiu Ju, donnant à sa victoire un goût plus qu'amer.

Tourné dans des décors naturels, filmé à la manière de Jean Rouch ou des cinéastes de la Nouvelle vague, à mi-chemin entre le reportage et la fiction, interprété par des acteurs non-professionnels, à l'exception de l'héroïne, « *Qiu Ju, une femme chinoise* » nous donne à voir un pays différent de celui que l'on imagine habituellement. Un pays où les campagnes ne sont pas encore débarrassées, malgré la Révolution culturelle, des croyances ancestrales. Un pays où les promeneurs des grandes cités urbaines n'ont, quant aux nuisances, aux décors, à la tenue vestimentaire, aux comportements, rien à envier aux citadins d'occident. Un pays où le mode de vie hiérarchisé propre à l'organisation des sociétés pré-industrielles et le mode de vie égalitaire légué par la Révolution sont imbriqués l'un dans l'autre.

Mais là ne réside pas le principal intérêt du film. A travers l'histoire somme toute banale de cette femme, c'est sur l'Histoire de la Révolution chinoise et de toutes les révolutions modernes que nous invite à nous pencher Zhang Yimou. Certes, Qiu Ju ne veut pas de la victoire qu'elle obtient, en tout cas pas comme cela. Certes, elle finit par être dépassée par les événements qu'elle provoque, mais la fin tragique qui surprend le spectateur, répond à une logique à partir du moment où, par son intransigeance, Qiu Ju refuse tout compromis. Zhang Yimou montre que tout acte révolutionnaire oblige, le moment venu, à choisir entre le pragmatisme et le fanatisme, entre Deng Xiao Ping et la veuve de Mao, entre Ligatchev et Gorbatchev, entre Danton et Robespierre.

Nicolas PALUMBO

POUR 1993

Que chaque lecteur trouve ici l'expression de nos souhaits très chaleureux, quant à son bien-être personnel et familial comme pour sa vie professionnelle. Nous adressons aussi nos vœux à ceux qui ont ou qui auront la charge de notre avenir commun : qu'ils veillent sur la paix civile, qu'ils aient le souci de la justice, qu'il défendent partout la liberté selon les responsabilités qui leur sont confiées.

La rédaction de Royaliste

Lecteurs de « Royaliste »
ou sympathisants de la N.A.R.

sont invités

le samedi 9 janvier
au « Pot de l'an nouveau »

où Yvan AUMONT, Bertrand RENOUVIN, la rédaction de ROYALISTE
et les animateurs de la Fédération de l'Ile-de-France de la N.A.R.

seront heureux de vous accueillir.
à partir de 16 heures jusqu'à 19 heures
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

à 17 h 30 : allocution de Bertrand RENOUVIN

ADHÉSION

ANCIENS NUMÉROS

Le congrès des adhérents de la N.A.R. se tiendra les 3 et 4 avril prochains. Pourront y participer tous les adhérents à jour de cotisation pour 1993. Nous incitons très vivement ceux des lecteurs de *Royaliste* qui partagent l'essentiel des idées défendues par la N.A.R. à « **prendre leur carte** » d'adhérent. Ils pourront ainsi participer au Congrès et à l'élaboration des grandes options de notre mouvement.

Nous proposons des anciens numéros de « Royaliste », par **année complète**, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles **un par un** au prix franco de 17 F pièce.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste.
Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

JACQUES PERRET

Jacques Perret nous a quittés.

Il appartenait à la famille royaliste, certains disent depuis Vercingétorix. C'est dire que, dans la variété des tempéraments et des choix politiques, il représentait la fidélité à la fois tendre et obstinée, toujours réactive mais jamais dépourvue de cœur. Pour plusieurs d'entre nous, Jacques Perret fut une figure familière, pour d'autres un cousin éloigné. Nous déplorons tous son attitude xénophobe des dernières années. Mais la vieille bande de ses lecteurs, marins, maquisards, républicains-démocrates, réactionnaires impénitents, socialistes encartés, communistes fervents, sans oublier les royalistes de toutes obédiences, gardent dans le cœur le souvenir d'un homme généreux et d'un merveilleux écrivain. Ils savent tous que ce vieux gaulois tenace continuera d'être lu et aimé dans la suite des temps.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « Royaliste », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté », « Éducation » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

Mercredi 6 Janvier - Roi-bourgeois, roi-citoyen, Louis-Philippe est un homme d'État méconnu, victime de trop faciles caricatures. Spécialiste d'histoire sociale, Anne MARTIN-FUGIER donne une description très vivante de la « Vie quotidienne de Louis-Philippe et de sa famille » qui lui permet d'évoquer l'entrée de la France dans la modernité. Autant de connaissances renouvelées qu'Anne Martin-Fugier viendra nous présenter.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.

Est également disponible un bandeau de 20x60 cm, imprimé en noir sur fond jaune reproduisant le titre de notre journal avec la mention « en vente dans les kiosques ».

Tarif (prix franco) : 45 ex. : 39 F - 95 ex. : 70 F - 190 ex. : 120 F.

Paysages de campagne

Paysages de campagne... Ce titre est un non-sens. Il n'y a pas de paysage, mais un borbier. Il n'y aura pas de campagne, mais une manoeuvre d'état-major pour investir un campement déserté. Il ne devrait pas y avoir de surprise quant au nom du vainqueur puisque tout le monde annonce l'entrée de M. Balladur à Matignon.

Edouard Balladur ? En personne ? Oui, mais il est interdit de bailler. Quelque chose ne va pas, et la vigilance s'impose plus que jamais.

Pourtant, me direz-vous, les socialistes remplissent exactement le rôle qu'ils se sont assignés. C'est vrai. Le Parti socialiste joue perdant avec un acharnement qui étonne malgré tout ce que nous savons de son masochisme impénitent.

Résumons : après avoir tout détruit autour de lui, le P.S. s'est retrouvé seul. S'apercevant que la solitude était dangereuse, il chercha des alliés et fut surpris de ne rencontrer qu'indifférence et inimitiés chez des écologistes tout à coup très courtisés. Devinant peut-être qu'il payait plus d'une décennie de suffisance et de mépris à l'encontre de tout ce qui n'était pas lui, le dit parti conclut une alliance avec quelques comparses - à savoir les radicaux de gauche, et ce M. Soisson dont la réputation n'est plus à défaire.

ABANDON

Avec ces impressionnants renforts, le coup d'envoi de la campagne fut donné sur le mauvais terrain et du mauvais pied. M. Fabius évoqua une mystérieuse « chambre noire » et M. Bérégovoy agita la menace de l'État RPR comme s'il voulait à tout prix que M. Juppé lui renvoie la politesse - ce que ce dernier s'empressa de faire. Mauvaise pièce. Mauvais rôles. Mauvais drôles.

Nous n'avions encore rien vu. Déjà discrédités par les affaires d'argent, les socialistes ont affronté de manière confuse et finalement désastreuse la tragédie du sang contaminé. A la fin de la session parlementaire, les ater-

moiments puis la fuite de Laurent Fabius abandonnant à leur sort Georgina Dufoix et Edmond Hervé, avant le revirement du Premier secrétaire désavoué par son groupe et sans doute tancé en haut lieu, laissent une impression désastreuse. Un chef de parti qui n'en est pas un, puisqu'il répugne à partager l'épreuve commune. Un « candidat virtuel » qui sort de l'ombre pour donner, dans le dos de ses amis, de méchants coups de lame. Des troupes discréditées, épuisées, désorientées... Le Parti socialiste espère que François Mitterrand le sauvera - une fois de plus - par une cohabitation réussie. Encore faudrait-il que la victoire de l'opposition ne soit pas écrasante.



Quelle que soit son ampleur, le changement de majorité parlementaire ne sera pas triomphal pour la droite. Chacun sait que la rivalité entre ses deux chefs pose un problème insoluble. Ce conflit interne se complique par la manifestation de nouvelles ambitions personnelles - celle de François Léotard notamment. Il est aggravé par l'opposition politique menée au sein du RPR par Charles Pasqua et Philippe Séguin, dont la popularité à droite (et parfois à gauche) n'est plus à démontrer.

Toutes tendances réunies, la droite présente en outre deux fragilités majeures :

- elle est attendue sans être désirée, et sa victoire obtenue par rejet de l'autre camp l'exposera à une contestation d'autant plus vive et rapide que

ses chefs sont des figures connues et souvent usées, et que les plus populaires de ses représentants sont pour diverses raisons marginalisés.

- elle n'a pas de programme cohérent ou séduisant, et les restes de l'illusion néo-libérale de 1986 seront utilisés à contre-tendance. La misère, la violence, les désastres industriels, la furie spéculative et la corruption généralisée engendrés par l'idéologie du marché exigent une réaction que la droite n'a pas su anticiper et qu'il lui sera difficile d'assumer.

FRAGILITÉS

C'est dire que le futur gouvernement ne peut compter ni sur une dynamique dans le pays, ni sur l'attrait de la nouveauté, ni sur l'unité de la coalition victorieuse, alors qu'il sera immédiatement confronté aux affaires d'argent (qui éclaboussent aussi l'actuelle opposition), à la crise de confiance qui affecte l'ensemble du personnel politique, aux malaises et aux révoltes sociales, aux difficultés, aux conflits et aux tragédies qui touchent l'ensemble de l'Europe.

Dès à présent, l'interrogation politique doit porter bien au-delà du débat électoral et de sa conclusion logique. Ce n'est pas seulement un parti qui est menacé, mais l'ensemble du système politique. Ce n'est pas le changement de gouvernement qui est l'enjeu véritable, mais la capacité du pouvoir politique en tant que tel face à une société qui est en train de perdre l'ensemble de ses repères. L'inquiétant, ce n'est pas le retour de l'État-RPR, comme fait mine de le croire ce brave M. Bérégovoy, mais le mal-être qui affecte maintenant nos plus proches voisins. Serons-nous frappés par une nouvelle poussée de fièvre identitaire, ou sommes-nous déjà convalescents ? De violentes tensions régionales menacent-elles notre unité ou, à quelques exceptions près, sommes-nous sur la voie d'un apaisement définitif ? Une révolte sociale de grande ampleur pourrait-elle, comme cela arrive parfois, ouvrir de nouvelles perspectives ? Notre pays est un composé instable, d'où peut sortir le meilleur et le pire. Pour M. Balladur et ses amis, l'heure de la victoire devrait être celle de l'angoisse.

Bertrand RENOUVIN